

## FRANCE

## Happy birthday, Mister president !

Poursuivre les réformes ou au contraire donner des signaux à gauche ? Quand les macronistes de la première heure perdent le fil du macronisme.

LE FAIT DU JOUR POLITIQUE

Cécile Cornudet



En s'exprimant dès cette semaine, Emmanuel Macron évite de « sacraliser l'anniversaire de ses un an à l'Élysée », relève un proche. Mais les invités, eux, n'attendent pas pour s'inviter à la fête. Ou du moins à celle du macronisme, dans lequel ils n'ont pas tous la même chose. Dans la campagne, Emmanuel Macron avait théorisé une autre façon de faire de la politique, sollicitant « en même temps » des idées de gauche et des idées de droite. Un an plus tard, on s'alarme dans ses troupes d'une moindre ambition sur les réformes ou au contraire d'une politique menée trop à droite. Comme si la crise de la SNCF transformait le « en même temps » en injonctions contradictoires. Est-il temps de rééquilibrer la politique dans un sens plus social ? C'est la thèse d'une partie de la macronie, qui s'inquiète du décrochage des classes populaires dans les sondages. « A un moment, quand on ne marche que sur une jambe, c'est qu'on est unijambiste », dit un très proche. Le bras de fer des cheminots se lit pour lui comme une résistance à la manière

de mener les réformes. « Négocier doit rentrer dans notre vocabulaire. » Décentraliser aussi, disent les représentants des élus locaux (Baroin-Morin-Bussereau) réunis ce mardi. Avec son sens aigu du moment qui fait mal, François Bayrou choisit lui aussi celui-ci. Sur BFM dimanche, il a critiqué la réforme des institutions, mais aussi ce « projet social » que Macron « n'a pas encore énoncé ». « Le gouvernement devrait avoir l'obsession de la justice. » Sur les plateaux et plus encore dans les coulisses, les langues se délient. « Macron va-t-il enfin dire ce qu'il fait pour les perdants du système ? » s'interroge un autre acteur de la campagne. Or, jusqu'ici, c'est une autre tonalité que l'on entend. Celle d'un exécutif qui « ira jusqu'au bout » et n'hésite pas à mettre en scène son évacuation de Notre-Dame-des-Landes. Comme s'il fallait rassurer ceux qui redoutent – nombreux – que les prochains mois soient plus prudents. « Elisabeth Borne a dit sur RMC que nous n'avions pas été élus pour renverser la table sur les retraites, eh bien si ! », dit l'un d'eux. Emmanuel Macron voulait être un président en retrait. Las, lui seul sait expliquer le macronisme, « dès qu'il s'efface, c'est comme si on avait les paroles sans la musique », dit un député. Ceux qui s'invitent à la fête veulent de la musique. [cornudet@neuf.fr](mailto:cornudet@neuf.fr)

## Vers une rationalisation de la collecte des impôts

## FINANCES PUBLIQUES

Le comité d'experts Action publique 2022 travaille à une simplification du recouvrement.

L'idée serait de faire converger les prélèvements sur deux réseaux, les Urssaf et le fisc.

Ingrid Feuerstein  
@In\_Feuerstein

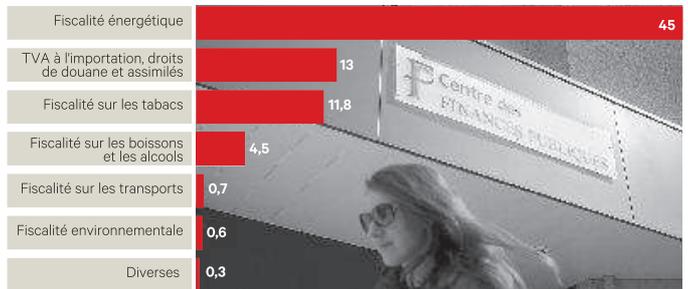
C'est un chantier discret mais lourd de conséquences pour l'administration de Bercy. Au-delà des grandes annonces sur un big bang dans la fonction publique, l'Etat réfléchit à mettre de l'ordre dans le recouvrement de ses impôts. Urssaf, Direction générale des finances publiques (DGFiP), douane, sans compter la multitude de trésoreries dans les collectivités locales et les hôpitaux : nombreux sont les collecteurs de l'impôt.

Le comité d'experts Action publique 2022, nommé par le gouvernement pour faire des propositions en matière de réforme de l'Etat, travaille à une simplification de ce réseau. « On compte aujourd'hui une quarantaine de collecteurs côté social et tout autant côté fiscal. L'idée serait de faire converger les prélèvements sur deux réseaux, les Urssaf et la DGFiP », indique une source gouvernementale.

En apparence technique, ce chantier s'avère particulièrement sensible pour le personnel de Bercy, qui craint de porter une lourde part dans les baisses d'emplois publics prévues sur le quinquennat. Les contribuables sont eux aussi

## La diversité des taxes collectées par la douane

En milliards d'euros, en 2016



« LES ECHOS » / SOURCE : COUR DES COMPTES / PHOTO : REA

concernés, dans la mesure où l'interface avec l'administration pourrait évoluer. Interpellé par les syndicats lors d'un groupe de travail en mars, le directeur général des finances publiques a confirmé qu'il était question de transférer une partie des missions fiscales de la douane à la DGFiP.

## Disparition des frontières

Depuis la création du marché unique européen dans les années 1990, la douane s'est vu confier la collecte de toute une série de taxes (accises sur les alcools, le tabac, les transports) pour compenser la disparition des frontières. Mais toutes ne sont pas liées à des flux de marchandises. Le transfert à l'administration fiscale concernerait uniquement la fiscalité « autonome » et pas les principales taxes aujourd'hui collectées par la douane, comme la TVA intracommunautaire, les droits de douane ou la taxe sur les produits pétroliers, dite TICPE. Dans son dernier rapport annuel, la Cour des comptes a d'ailleurs pointé

la multitude de petites taxes collectées par la douane. Les magistrats recommandaient non seulement de relancer le chantier de la suppression des taxes à faible rendement, au point mort, mais aussi de rationaliser le recouvrement.

Bien que le comité Action publique 2022 n'ait pas encore rendu ses conclusions, cette perspective soulève déjà des inquiétudes au sein de la douane. « Nous voyons tous qu'on n'est pas juste dans la réflexion, alerte Philippe Bock, secrétaire général de Solidaires-douanes. Le fait de retirer sa casquette comptable à la douane, c'est un peu existentiel. » La douane collecte quelque 76 milliards d'impôts, ce qui occupe 3.000 agents sur un effectif total de

17.000 personnes. Les détracteurs d'un rapprochement avec le réseau de la DGFiP pointent le fait que les prélèvements collectés sont très différents. Dans le cadre de la DGFiP, il s'agit d'impôts émis sur rôle, c'est-à-dire calculés par l'administration après une déclaration du contribuable, alors que les douaniers collectent des accises sur des marchandises qu'ils contrôlent.

Cette rationalisation dépasse le cadre de la douane. Ainsi les nombreux trésoreries dans les hôpitaux et les collectivités territoriales pourraient être regroupées. La mutualisation du recouvrement forcé est également à l'étude. Il faut dire que les réformes fiscales récemment adoptées alimentent cette évolution. A terme, la suppression de la taxe d'habitation pourrait alléger la tâche de l'administration fiscale. Quant au prélèvement à la source, il aurait pu être l'occasion de transférer la collecte de l'impôt aux Urssaf, puisqu'elles prélèvent déjà les cotisations sociales... Cette piste, radicale, n'est plus à l'étude. ■

76

MILLIARDS D'EUROS d'impôts collectés par la douane.

## en bref

## Réforme des retraites : la concertation commencera la semaine prochaine

**RETRAITE** C'est parti pour réformer le système de retraite. Comme l'a révélé BFMTV, la phase de concertation va commencer sans attendre un grand discours d'Emmanuel Macron. Plusieurs syndicats ont été invités à rencontrer l'équipe du haut-commissaire à la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye, la semaine prochaine. Ils ont déjà discuté de façon informelle depuis décembre. Les partenaires sociaux s'inquiétaient du retard pris par ce chantier, mis en sourdine pour ne pas compliquer la réforme conflictuelle de la SNCF.

## Fonction publique : le chantier du dialogue social lancé

**FONCTION PUBLIQUE** Le premier chantier de la concertation entre les syndicats de la fonction publique, les représentants des employeurs et le gouvernement, qui porte sur la simplification du dialogue social, a été lancé lundi dans un climat de défiance à l'égard de l'exécutif. Celui-ci veut réduire le nombre d'instances représentatives du personnel, qui s'élève à 22.000. « Plusieurs dizaine de milliers d'agents » exercent « un ou plusieurs mandats syndicaux », avait relevé fin mars le secrétaire d'Etat à la Fonction publique, Olivier Dussopt.

## SALAIRES

L'écart du coût horaire de la main-d'œuvre s'est fortement réduit avec l'Allemagne sous l'effet des baisses de charges.

2018 pourrait marquer un coup d'arrêt à ce mouvement.

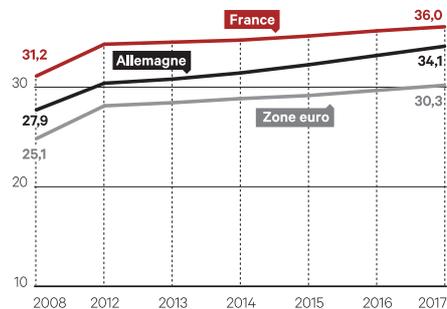
Alain Ruello  
@AlainRuello

Le travailleur français nettement plus cher que son homologue allemand ? Cette affirmation est en grande partie dépassée, comme le montrent les évolutions du coût de la main-d'œuvre dans l'Union européenne et la zone euro compilées par Eurostat et dévoilées lundi. Selon l'office statistique de l'Union européenne, le coût horaire de la main-d'œuvre dans le secteur privé non agricole est ressorti à 36 euros dans l'Hexagone en 2017, contre 34,10 euros outre-Rhin. Soit un écart de 1,90 euro, le plus faible depuis 2012, année durant laquelle il était deux fois plus élevé.

Même si elle est moins spectaculaire, la résorption de l'écart est aussi visible vis-à-vis de la moyenne de la zone euro. Mais parmi les Vingt-Huit, seuls quatre pays sont plus onéreux que la France : la Suède, le Luxembourg, la Belgique

## Le coût horaire de la main-d'œuvre en Europe

En euros, pour le privé non agricole dans les entreprises de 10 salariés et plus



« LES ECHOS » / SOURCE : EUROSTAT

et, sur la marche la plus élevée, le Danemark (42,50 euros de l'heure), la Bulgarie fermant la liste à 4,90 euros à l'autre bout de l'échelle. « C'est vrai, l'écart avec l'Allemagne s'est resserré, mais il est fort probable que la France ne puisse pas aller au-delà », anticipe Denis Ferrand, directeur général de COE-Rexecode, un think tank proche du patronat.

De fait, la réduction de l'écart entre les deux pays a été tirée par celle qui est intervenue au niveau des charges annexes aux salaires et traitements, cotisations sociales

principalement. Ces charges annexes pèsent bien davantage dans le coût horaire en France qu'en Allemagne (un peu moins d'un tiers contre un peu plus de 22 %). Mais quand les premières ont baissé de 0,8 % en moyenne par an depuis 2012, les secondes, elles, ont progressé de 2,7 %, selon COE-Rexecode.

## Un effet CICE

C'est bien sûr l'effet du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), la mesure phare du quinquennat Hollande pour restaurer la compétitivité des entrepri-

ses. A l'inverse, salaires et traitements ont suivi des courbes relativement proches des deux côtés du Rhin sur les cinq dernières années.

Sauf que 2018 est bien partie pour marquer un point d'arrêt à ce rattrapage. En cause, la bascule de 7 % à 6 % de la masse salariale du taux du CICE inscrite dans le budget de

Parmi les Vingt-Huit, seuls quatre pays sont plus onéreux que la France : la Suède, le Luxembourg, la Belgique et le Danemark (42,50 euros de l'heure).

cette année, pointe Denis Ferrand, sachant, par ailleurs, que le salaire moyen par tête est sous tension, du fait des difficultés de plus en plus palpables des entreprises à recruter.

Ces faisant, malgré des salaires moindres, le coût d'un travailleur français du secteur privé devrait rester supérieur à celui de son homologue allemand. Sauf dans l'industrie manufacturière, où le coût du travail est inférieur en France, de 1,40 euro par heure, selon Eurostat. Ce qui n'empêche pas le « made in Deutschland » de dominer ses rivaux sur le Vieux Continent. ■

RETROUVEZ NICOLAS BARRÉ  
LE DIRECTEUR DE LA REDACTION DES ECHOS  
DANS LE JOURNAL DE 8H D'EUROPE MATIN  
PRÉSENTÉ PAR PATRICK COHEN

Europe 1

#EIMatin